

Destinataires :

- Monsieur le Président de la République
- Monsieur le Premier Ministre
- Madame la Ministre du Commerce Extérieur
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
- Monsieur le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt en charge de l'Agroalimentaire

Objet :

**Situation des négociations de l'accord de libre échange UE / Canada**

Paris, le 31 janvier 2013

Monsieur le Président de la République  
Monsieur le Premier Ministre,  
Madame la Ministre,  
Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Ministre délégué,

Nous nous permettons de vous solliciter de toute urgence concernant les négociations de libre échange entre l'Union Européenne et le Canada.

Au regard des informations que nous avons pu obtenir de nos représentants à Bruxelles, le Conseil des Ministres de l'Agriculture vient de prendre une position définitive en faveur de la signature d'un accord de libre échange entre l'Union Européenne et le Canada.

En effet, malgré la mise en avant des risques pour notre filière porcine européenne par plusieurs Ministres dont celui de la France, la Commission Européenne a carte blanche pour finaliser cet accord.

Pour le Canada, les secteurs agricoles sensibles sont les produits laitiers, les ovoproduits et la viande de volaille. Pour l'Union Européenne, les secteurs agricoles sensibles concernent la viande porcine, la viande bovine et le maïs doux.

Toujours selon nos informations, la solution trouvée pour régler les points relatifs aux secteurs sensibles correspond à la classification des produits issus de ces secteurs en produits sensibles avec en contrepartie l'ouverture de contingents à droits réduits.

Sur ce sujet, il semblerait que le Canada serait prêt à accepter un contingent sur les produits laitiers à la condition que l'Union Européenne accepte d'exclure des discussions la viande de volaille et les ovoproduits.

Côté Union Européenne, il semblerait que les négociateurs s'apprêtent à fixer un contingent sur la viande de bœuf, Présidence irlandaise oblige. En contrepartie, les exigences sur le secteur porcin et sur le maïs seraient revues à la baisse voir abandonnées !

Face à l'imminence de la signature d'un tel accord, nous tenons à rappeler quelques points fondamentaux et vitaux pour la filière porcine française.

A l'heure où les difficultés pour notre filière sont nombreuses et où la crise frappe de plein fouet tous les maillons, l'ouverture d'un contingent (on entend parler de 20 000, 80 000 voire 240 000 tonnes !!!) ne fera qu'aggraver une situation déjà extrêmement critique.

A l'heure où la Commission Européenne oblige les Etats Membres à fermer les élevages de porc ne respectant pas la directive européenne sur le bien-être (truies en groupe) et ainsi la viande issue des porcelets nés de ces truies pourrait être considérée comme illégale au regard du droit européen, la même Commission Européenne va autoriser l'importation de viande issue d'animaux élevés dans des conditions qui n'ont rien à voir avec les standards européens que ce soit sur le bien-être animal, l'environnement ou le suivi sanitaire (antibiotiques). Sans parler des conditions spécifiques nord-américaines qui autorisent l'utilisation de certains produits dans l'alimentation des porcs qui sont rigoureusement interdits en Europe (hormones, farines animales).

Cet accord s'il est négocié à la légère sera une distorsion de concurrence de plus face à laquelle la France de cesse de cumuler les handicaps.

Il est important de préciser que l'accord avec le Canada ne constitue qu'un prélude à la négociation d'un ALE à venir avec les USA ! Les discussions ne viennent-elles pas de débiter ?

Selon le calendrier prévisionnel porté à notre connaissance, il doit y avoir une réunion entre l'UE et le Canada le 7 février 2013 à Ottawa en présence de deux Commissaires européens (agriculture – commerce).

L'interprofession nationale porcine INAPORC demande aux autorités françaises :

- de défendre auprès de la Commission Européenne et du Conseil les intérêts de la filière porcine européenne,
- que les services de la Commission Européenne fassent une étude d'impact sur les conséquences de la signature d'un tel accord entre l'UE et le Canada,
- que les services de la Commission Européenne fasse une étude d'impact pour évaluer à combien le précédent de l'éventuel accord sur le Canada, tel qu'envisagé, se traduirait par la suite avec un ALE avec les USA ?

Nous restons à votre disposition pour échanger sur ce dossier crucial pour notre filière et vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, Monsieur le Ministre délégué, l'expression de notre très haute considération.

Le Président,



**Guillaume Roué**